

FEMMES

Des avancées vers l'égalité des droits avec les hommes sont observables, mais le modèle culturel — et universel — de l'infériorité et de la subordination des femmes reste vivace.

En instituant des « décennies » — sur le développement, l'enfance, l'habitat, etc. — les Nations unies veulent non seulement focaliser l'attention de la communauté internationale sur un ensemble de problèmes, mais aussi lui accorder un temps suffisamment long pour que des efforts conjugués et cohérents conduisent au renversement ou à la disparition des tendances lourdes responsables de ces problèmes.

C'est dans ce cadre général que la Décennie de la femme, dont les objectifs étaient « égalité, développement, paix », fut décidée en 1975. Mais, notons-le tout de suite, elle ne fut acceptée qu'avec beaucoup de difficultés, de nombreux pays s'élevant, fallacieusement, contre la discrimination sexuelle qu'elle semblait impliquer. Vieil argument utilisé par la plupart des partis politiques et des syndicats, entre autres, qui sous prétexte d'organiser des luttes communes contre l'exploitation refusent de reconnaître la spécificité des exploitations des femmes, exploitations qui appellent des mesures, elles aussi, spécifiques.

Un constat global d'injustice fondait la mise en œuvre de la Décennie : les femmes, la moitié de la population du monde, fournissent les deux-tiers des heures de travail de l'humanité, elles ne reçoivent qu'un dixième des revenus mondiaux et possèdent moins d'un centième des biens matériels. Ces chiffres n'ont pas varié sensiblement. Ils recouvrent, bien sûr, des différences importantes,

notamment entre les pays développés et les pays en développement, provoquées par des décalages historiques. La mise au travail des femmes qui a accompagné, mais aussi permis la révolution industrielle dès le milieu du XVIII^e siècle a entraîné le développement de mouvements féministes fondés sur la prise de conscience, par les femmes, de leur exploitation dans le travail, la famille, la société, et a débouché sur la conquête, ardue, de droits sociaux, économiques, juridiques et politiques.

Bien que les mouvements d'idées se transmettent rapidement, le féminisme n'a pu s'imposer dans les pays colonisés où les conditions matérielles n'étaient pas les mêmes et où les idéologies conservatrices et réactionnaires, présentes chez les colonisateurs comme chez les colonisés, en se renforçant mutuellement, confinaient les femmes dans une situation de subordination extrême.

L'accès de ces pays à l'indépendance nationale s'est accompagné dans certains cas d'un début d'industrialisation créant ainsi de nouvelles bases socio-économiques. Les femmes qui avaient participé aux luttes de l'indépendance ont pu alors lutter de manière plus systématique pour leur indépendance. Des décalages se sont réduits, mais, dans un mouvement contraire, d'autres effets, négatifs, se sont renforcés du fait de la dépendance économique entre le centre et la périphérie entretenue par l'imposition de modèles de développement extravertis. Ces modèles de plus en

plus contestés aujourd'hui n'ont cessé, depuis les années cinquante, d'agir négativement sur les populations concernées et plus particulièrement sur les femmes, la croissance de la production s'accompagnant trop souvent de la croissance des inégalités et de la pauvreté.

« Femmes et développement »

C'est dans ce cadre général de tensions opposées qu'il faut analyser l'évolution de la situation des femmes du tiers monde. La Décennie a donc représenté un moment historique important pour elles dans la mesure où elle leur a permis, sous la pression internationale, de conquérir plus rapidement certains droits élémentaires. D'autre part, la Décennie a obligé les agences des Nations unies, les autres organismes intergouvernementaux, comme l'OCDE, la CEE, les agences d'aide bilatérale, et les ONG à prendre des mesures pour essayer de diminuer les conséquences négatives sur les femmes des projets de développement qu'ils finançaient. Soulignons que la plupart de ces organismes n'acceptèrent de se plier à cette exigence qu'avec beaucoup de mauvaise volonté et ne le firent, en définitive, que sous la pression de groupes de femmes convaincues et obstinées. Un exemple : c'est seulement vers 1983 que l'OCDE et la CEE créent les structures adéquates. C'est ainsi que l'expression « Femmes et Développement », WID en anglais, s'est constituée, a gagné de la force, s'est imposée, créant un espace spécifique dans cet autre espace spécifique qu'est le développement. Séparation nécessaire mais qui restait ambiguë. Il n'en est pas moins vrai qu'un mouvement réel de solidarité des femmes les mieux nanties envers celles qui le sont moins est né et que le modèle de développement « au masculin » a perdu un peu de sa crédibilité.

En 1989, quatre ans après la fin

de la Décennie, ce qui apparaît comme fondamental est d'analyser la situation des femmes du tiers monde dans ce mouvement de flux et de reflux que la notion même de progrès institue. Cela permet de ne pas considérer les acquis comme définitifs mais seulement comme des étapes d'un long processus soumises à de possibles retours en arrière. Processus unilinéaire sans aucun doute, mais qui connaît et connaîtra des fluctuations dues non seulement aux facteurs structurels mais aussi à d'autres, encore inconnus et dépendants de l'évolution des grands équilibres mondiaux. Les femmes ne sont pas une partie de l'humanité, elles en font partie, avec les enfants et les hommes.

La révolution la plus importante de l'histoire

Entre la Conférence de Mexico qui ouvre la Décennie en 1975 et la Conférence mondiale qui la clôt à Nairobi, en 1985, en passant par celle de Copenhague en 1980, les bilans se sont multipliés qui ont tous montré ce double mouvement d'avancée et de stagnation. Bilans qui pourraient apparaître négatifs si l'on oubliait que cette revendication fondamentale des femmes pour obtenir l'égalité des droits avec les hommes, et cela non seulement selon les lois mais aussi dans les faits, constitue en réalité la révolution socio-économique et culturelle la plus importante depuis les origines du monde. Ne remet-elle pas en cause ce qui est apparu « naturel » pendant vingt siècles, à savoir la subordination des femmes ?

Dès le début de la Décennie une exigence fut posée : intégrer les femmes dans tous les projets de développement depuis la conception jusqu'à l'évaluation de ces derniers. Exigence logique, évidente, mais qui va rencontrer et rencontre toujours beaucoup d'obstacles à tel point qu'en 1989 elle reste encore une priorité. Mais

cette exigence aura des conséquences positives dans les domaines de la recherche, donc de l'information et de la mise en place de structures institutionnelles qui sont les bases de changements profonds.

Cependant, l'appauvrissement continu des populations rurales pousse les femmes à migrer vers les villes. Cette migration, massive en Amérique latine et qui ne cesse de croître sur les autres continents, reste sous-estimée dans sa signification profonde. Elle est pourtant l'une des causes les plus directes de la déstructuration des familles, du nombre toujours plus grand de femmes chefs de famille ne trouvant que des emplois non qualifiés et très mal rémunérés. Malgré ce que ce phénomène recèle de force explosive à moyen terme, on ne s'attaque pas à ses causes structurelles et l'on se contente de faire des projets ponctuels, qualifiés de sociaux.

Développer les connaissances et les recherches

Ce sont les travaux de recherche qui, en apprenant aux femmes à mieux connaître la diversité mais surtout la communauté de leurs situations dans tous les pays et dans toutes les grandes régions du monde, leur permettent de fonder la légitimité de leur lutte.

A partir de 1975, une vigoureuse impulsion a été donnée à la recherche en dégageant des financements, notamment pour que les pays du tiers monde puissent constituer leurs équipes, et, ce faisant, légitimement peu à peu ce nouveau champ du savoir. En effet, il ne faut pas oublier que jusqu'alors les travaux anthropologiques et sociologiques portant sur les sociétés du tiers monde ont été menés principalement par des hommes qui ont tout simplement « oublié » les femmes. Les femmes sortent enfin de l'invisibilité où les diffé-

rents systèmes culturels les reléguaient. Au fur et à mesure que les données sont recueillies, les femmes peuvent diversifier leurs revendications en les fondant sur des bases plus solides. Mais l'oubli va perdurer dans le domaine des statistiques, permettant aux planificateurs de se retrancher derrière cette absence de mesure de l'activité économique des femmes pour ne pas les faire entrer dans les grands projets : le macro-économique reste du ressort des hommes. C'est un bon exemple de la façon dont les idéologies — implicites et explicites — peuvent rendre presque caduques des résolutions, quand bien même elles sont prises et répétées à l'échelon mondial. En 1985, l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) organisait un séminaire international sur le thème : « Femmes et politiques alimentaires. » Au cours de celui-ci, les résultats de dix ans de recherche dans le monde étaient présentés. La conclusion finale rejoignait les recommandations de la FAO : la crise alimentaire mondiale ne peut être réglée si l'on continue de tenir les femmes à l'écart des projets de développement agricole.

Ce furent, et ce sont des femmes qui effectuent ces recherches sur les femmes, ce qui diminue leur crédibilité aux yeux du monde scientifique dont les maîtres sont majoritairement des hommes. Ce sont les Anglo-Saxonnes qui dominent sans conteste cette nouvelle discipline, directement — avec leurs chercheuses — ou indirectement — par les financements qu'elles accordent aux chercheuses du tiers monde. Cette domination se traduit également dans les publications : seules des maisons d'édition anglaises ou américaines se sont spécialisées dans ce domaine ; dans l'existence de centres de documentation bien fournis ; dans les bourses accordées pour suivre des cours spécialisés sur « Femmes et Développement » dans les universités. Sur tous ces points, les pays européens restent en retrait : en

France, par exemple, c'est en 1985 seulement que l'ORSTOM a créé un fonds documentaire désormais informatisé. On voit combien reste difficile l'accès à ce nouveau champ du savoir au moment où il devient de plus en plus nécessaire d'élaborer des synthèses générales et comparatives. Cette difficulté est accentuée par le manque d'homogénéité des données recueillies. Cela reflète en définitive l'absence d'une politique nationale et, davantage encore, une autre forme de dépendance : les donateurs accordent leurs crédits selon leurs priorités propres, qui ne sont pas forcément celles des femmes des pays concernés.

Elles produisent néanmoins des effets d'entraînement certains : mise en place de centres de femmes pour la santé, contre la violence par exemple. Dans tous les cas, ce sont des femmes qui sont responsables. Grâce à cet arsenal institutionnel aux mains de femmes qui gardent des relations étroites avec celles de la base, l'appareil juridique se transforme, des lois sont votées, comme celle sur l'égalité des salaires pour un travail égal, une des lois les plus essentielles, mais sans doute la moins respectée.

Femmes en mouvement, femmes en action

111

Des acquis institutionnels

Il est un autre domaine pour lequel la Décennie a également joué un rôle capital : celui des institutions. Dans les années soixantedix, on a assisté à la création de ministères, de bureaux, ou de départements chargés plus spécialement, au sein de l'État, de prendre des mesures, de faire voter des lois ou de veiller à leur exécution, afin que, peu à peu, le statut des femmes soit égal à celui des hommes. Dans le domaine du développement, le même phénomène se produit : afin d'obtenir que la première exigence de la Décennie soit respectée — l'insertion des femmes à tous les niveaux des projets —, les organismes d'aide, bilatéraux ou multilatéraux, mettent en place des structures spécifiques qui ont pour charge d'élaborer des outils d'évaluation et de veiller à leur utilisation. En 1989, il est rare de trouver un pays dépourvu de ce type d'institution, même si beaucoup d'entre eux ont « renâclé » à le faire. C'est un fait acquis, et il est important. Mais l'on se doit de souligner quelques aspects négatifs : ce sont des structures faibles, sur le plan financier et, le plus souvent, politique ; leur marge de manœuvre est étroite et parfois leur existence remise en question.

L'espace des grands débats internationaux fait désormais une place aux femmes. Mais, fondamentalement, celle-ci reste encore accordée, pourrait-on dire, par politesse, par lassitude, comme pour en finir... Si les femmes sont dans tous les discours, elles ont encore beaucoup à faire pour que leur voix soit, non pas entendue, mais reconnue et acceptée.

Parallèlement à ces conquêtes dont on perçoit la fragilité, historiquement inévitable, un autre phénomène est apparu qui ne cesse de croître et de prendre de la force. Dans toutes les régions du monde, dans les villes comme dans les campagnes, les femmes s'organisent en mouvements, en associations pour revendiquer des droits précis, liés très étroitement à leurs conditions de vie : l'eau, la lumière, des égouts dans les villes, des terres, l'accès au crédit dans les campagnes, partout des soins meilleurs pour elles et leurs enfants. Parfois ces mouvements de quartier se regroupent et réussissent à organiser des actions plus amples. C'est le cas des clubs de mères, à São Paulo, qui se sont unis dans un mouvement puissant, au niveau de toute la ville, pour lutter contre la cherté de la vie et contre le chômage. Ce sont donc des luttes qui, bien souvent, concernent la société

- BISSILIAT Jeanne, FIELOUX Michèle, *Femmes du tiers monde, travail et quotidien*, Le Sycomore, Paris, 1983.
- BOSHUP Ester, *Woman's Role in Economic Development*, Sanit Martin's Press, New York, 1970 (trad. française : *La Femme face au développement économique*, PUF, Paris, 1983).
- DANIEL R., *Femmes des villes africaines*, INADES, Abidjan, 1985.
- DOMITILIA, *Si on me donne la parole*, Maspero, 1985.
- « Les Femmes dans le monde arabe », *Sou'at*, n° 4, 1983.
- « Les femmes et le développement », *Revue Tiers-Monde*, n° 105, 1986.
- FRAN Hosken, *Les Mutilations sexuelles*, Denoël-Gonthier, Paris, 1983.
- LACOSTE-DUJARDIN Camille, *Des mères contre les femmes, maternité et patriarcat au Maghreb*, La Découverte, Paris, 1985.
- PAQUOT Élisabeth (sous la dir. de), *Terre des Femmes*, La Découverte, « L'état du monde », Paris, 1982.
- PINA M.-P. de, PANTHON B. de, RAMOND, *Les Femmes et le développement*, Economica, Paris, 1987.
- SAUREL Renée, *L'Enterrée vive*, Slatkine, 1981.
- MIGNOT-LEFEBRE Yvonne (sous la dir. de), « La sortie du travail invisible : les femmes dans le développement », *Revue Tiers-Monde*, n° 102, 1985.
- THIAM Awa, *La Parole aux négresses*, Denoël-Gonthier, Paris, 1978.
- ZENIE-ZIEGLER Wedad, *La Face voilée des femmes d'Égypte*, Mercure de France, Paris, 1985.

tout entière. Au cours de ces luttes quotidiennes, ces femmes du peuple acquièrent une formation, une conscientisation. Des personnalités fortes, des leaders surgissent qui osent affronter les autorités, quelles qu'elles soient, pour faire valoir leurs droits et obtenir gain de cause. Tout le monde sait que la force, le dynamisme des mouvements populaires viennent principalement des femmes.

Ces regroupements apparaissent comme les plus prometteurs, à moyen et long terme. Les femmes qui les constituent assument leur rôle de mère, de travailleuse et, ce faisant, apprennent leurs droits de citoyennes. Elles connaissent de par leur expérience quotidienne les différences biologiques, sociales, économiques, culturelles, religieuses qui les séparent des hommes, qui fondent l'injustice.

Des conquêtes à élargir

Il est un autre domaine où les femmes, également, sont en train de prendre beaucoup de force : celui de la politique. On les rencontre désormais à tous les niveaux : assemblées, parlements nationaux, régionaux ou municipaux. La désignation d'une femme — Benazir

Bhutto — au poste de Premier ministre du Pakistan, fin 1988, a été un signe de plus, mais ce n'était pas la première fois qu'une femme accédait à une charge si élevée : pensons à l'Inde, à Israël. Les syndicats, eux aussi, créent des sections féminines, sous l'impulsion et la pression de militantes convaincues, ce qui représente une avancée importante dans les luttes ouvrières.

Les femmes ont conquis beaucoup d'espaces mais ceux-ci sont encore soumis à des effets pervers provoqués par l'enracinement du modèle culturel — et universel — de leur infériorité et de leur subordination. C'est ainsi que dès qu'elles réussissent à exercer, massivement, une profession, cette dernière en se féminisant se déqualifie. C'est ainsi que leur volonté d'exercer leur liberté sur leur propre corps est une suite de succès et d'échecs, les lois sur l'avortement et l'accès aux anti-conceptionnels montrent bien ce mouvement de pendule. Ce domaine est encore régi par des forces qui leur échappent. Elles peuvent devenir chefs d'État mais leur fécondité est devenue, en fait, un enjeu géopolitique.

photo

non -

L'ÉTAT DU TIERS MONDE

1989

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 27528 ex 1

Cote : B

PABA

M



ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris, tél. (1) 46 33 41 16